

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	25/10/2000	2000-2297
ENREGISTREMENT	06/11/2000	55788
ARRÊTÉ ROYAL	04/02/2002	
MONITEUR BELGE	08/03/2002	

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 36 TERDECIES DU 16 OCTOBRE 2000**  
**PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL**  
**N° 36 DU 27 NOVEMBRE 1981 PORTANT DES MESURES CONSERVA-**  
**TOIRES SUR LE TRAVAIL TEMPORAIRE, LE TRAVAIL**  
**INTERIMAIRE ET LA MISE DE TRAVAILLEURS**  
**A LA DISPOSITION D'UTILISATEURS**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Vu la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, notamment son article 47;

Vu la convention collective de travail n° 36 du 27 novembre 1981 portant des mesures conservatoires sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, notamment son article 2, § 5;

Vu le protocole d'accord sectoriel pour le secteur de l'intérim du 11 mai 1999 et notamment son point 6, qui traite du motif du travail intérimaire pour "travail exceptionnel";

Considérant qu'il convient d'exécuter ce point par voie conventionnelle;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Belgische Boerenbond"
- la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles
- l'Alliance agricole belge
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 16 octobre 2000, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

#### Article 1<sup>er</sup>

L'article 2, § 5, de la convention collective n° 36 du 27 novembre 1981 portant des mesures conservatoires sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, est remplacé par la disposition suivante :

c.c.t. n° 36 terdecies.

"§5. I. A. Pour autant qu'il s'agisse d'activités non habituelles pour l'entreprise qui recourt au travail temporaire, sont considérés comme travaux exceptionnels :

- 1° les travaux de préparation, fonctionnement et achèvement de foires, salons, congrès, journées d'études, séminaires, manifestations de relations publiques, cortèges, expositions, réceptions, études de marché, enquêtes, élections, promotions spéciales, traductions, déménagements;
- 2° le déchargement de camions, moyennant l'accord préalable de la délégation syndicale de l'entreprise qui recourt au travail temporaire;
- 3° les travaux de secrétariat pour les hommes d'affaires séjournant temporairement en Belgique;
- 4° les travaux pour ambassades, consulats et organismes internationaux, moyennant l'autorisation préalable des organisations belges représentatives de travailleurs;
- 5° les travaux en vue de l'exécution momentanée de tâches spécialisées requérant une qualification professionnelle particulière;
- 6° les travaux pour lesquels une entreprise qui recourt au travail temporaire, au moment de la création de nouvelles fonctions ou dans l'attente d'un recrutement, n'a pu trouver de travailleurs disponibles sur le marché de l'emploi, après avoir fait appel au directeur du service subrégional de l'emploi de l'endroit où l'employeur est établi;
- 7° les travaux visé à l'article 26 de la loi sur le travail du 16 mars 1971;
- 8° les travaux d'inventaire et de bilan : la durée d'exécution de ces travaux est limitée à sept jours par année civile.

B. Ces activités ne peuvent dépasser une période de trois mois.

- C. Dans le cas prévu au point A, 5°, l'employeur avertit au moins 24 heures à l'avance le fonctionnaire visé à l'arrêté royal du 9 décembre 1987 désignant les fonctionnaires et agents chargés de surveiller l'exécution de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs et de ses arrêtés d'exécution, et d'accorder les autorisations prévues par cette loi.

L'employeur ne peut faire exécuter ces travaux par des travailleurs sans avoir recours au préalable au directeur du service subrégional de l'emploi de l'endroit où l'employeur est établi.

L'employeur visé dans le premier et deuxième alinéa de présent point C est l'utilisateur dans le cas où il est fait appel au travail intérimaire.

En outre, l'accord préalable de la délégation syndicale du personnel de l'employeur ou, à défaut de celle-ci, des organisations syndicales représentées à la commission paritaire dont relève l'entreprise qui recourt au travail temporaire sera demandé. En cas de désaccord au sein de la délégation syndicale, cet accord peut être donné par la commission paritaire compétente.

- II. Sans préjudice des dispositions du point I, les points III à VII ci-après sont d'application uniquement quand le travail exceptionnel est accompli par des intérimaires.
- III. A. Par dérogation à la disposition du point I, B, dans le cas visé au point I, A, 6°, le terme de trois mois peut être prolongé jusqu'à douze mois moyennant obtention, à l'issue des trois mois de travail intérimaire, de l'accord préalable de la délégation syndicale du personnel de l'utilisateur ou, à défaut de délégation syndicale, après application de la procédure du Fonds Social prévue au point VII.

Si l'occupation du travailleur intérimaire concerne la mise en place d'une nouvelle fonction, il pourra prétendre au salaire qui est appliqué pour une fonction comparable chez l'utilisateur, sans être inférieur au salaire minimum qui doit être respecté chez l'utilisateur. La fonction devra être analysée en prenant en considération les critères applicables chez l'utilisateur ou, à défaut, dans le secteur.

- B. Par dérogation à la disposition du point I, C, quatrième alinéa, les travaux prévus au point I, A, 5° sont autorisés après accord préalable de la délégation syndicale du personnel de l'utilisateur ou, à défaut de délégation syndicale, après application de la procédure du Fonds Social prévue au point VII.

Par dérogation à la disposition du point I, B, la durée de ces travaux est de 6 mois et peut être prolongée sans que la durée totale n'excède 12 mois.

En cas de prolongation, la procédure doit de nouveau être suivie.

- IV. Les travaux suivants sont considérés également comme du travail exceptionnel pour autant qu'ils soient accomplis par des intérimaires dans le cadre d'une mission clairement définie quant à son contenu, quant à la qualification professionnelle exigée et quant à la durée :

- A. travaux dans le cadre de projets de formation, par lesquels les intérimaires pourront s'insérer plus facilement sur le marché de l'emploi;
- B. les travaux d'intérimaires dans les projets d'accompagnement dont l'objectif est d'aider les travailleurs, victimes d'un licenciement collectif, visé par l'arrêté royal du 24 mai 1976 relatif aux licenciements collectifs, ou d'une fermeture d'entreprise, visée par la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, à trouver un nouveau contrat de travail ou relation de travail via une entreprise de travail intérimaire.

- V. Les travaux visés au point IV sont autorisés après accord préalable entre l'utilisateur et la délégation syndicale du personnel de son entreprise, ou à défaut de délégation syndicale, après application de la procédure du Fonds Social prévue au point VII.

- VI. La durée maximale des travaux visés au point IV est de 6 mois.

La durée de la mise au travail peut être prolongée d'une deuxième période de six mois après application de la procédure prévue au point V.

- VII. A défaut d'une délégation syndicale chez l'utilisateur, la mise au travail d'intérimaires dans les cas visés aux points III, IV et V n'est autorisée que pour autant que soit appliquée la procédure, définie à l'article 6, § 3 à § 8 de la convention collective de travail n° 58 du 7 juillet 1994 remplaçant la convention collective de travail n° 47 du 18 décembre 1990 relative à la procédure à respecter et à la durée du travail temporaire, modifiée par la convention collective de travail n° 58bis du 25 juin 1997."

## Article 2

Les parties signataires s'engagent à délibérer, au plus tard dans les neuf mois de l'entrée en vigueur de la présente convention, à propos d'une éventuelle révision, sur la base d'une évaluation, que la commission paritaire pour le travail intérimaire sera invitée à réaliser.

Fait à Bruxelles, le seize octobre deux mille.

	<b>DATUM</b>	<b>NUMMER</b>
NEERLEGGING	25/10/2000	2000-2297
REGISTRATIE	06/11/2000	55788

KONINKLIJK BESLUIT 

04/02/2002
------------

BELGISCH STAATSBLAD 

08/03/2002
------------

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 36 TERDECIES VAN 16 OKTOBER 2000**

**TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 36 VAN**

**27 NOVEMBER 1981 HOUDENDE CONSERVATOIRE MAATREGELEN**

**BETREFFENDE DE TIJDELIJKE ARBEID, DE UITZENDARBEID EN**

**HET TER BESCHIKKING STELLEN VAN WERKNEMERS**

**TEN BEHOEVE VAN GEBRUIKERS**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

Gelet op de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, inzonderheid op artikel 47;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36 van 27 november 1981 houdende conservatoire maatregelen betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, inzonderheid op artikel 2, § 5;

Gelet op het protocol van sectoraal akkoord voor de uitzendsector dd. 11 mei 1999, inzonderheid op punt 6, dat handelt over de reden voor uitzendarbeid "uitzonderlijk werk";

Overwegende dat het aangewezen is om aan dit punt langsconventionele weg uitvoering te geven;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Belgische Boerenbond
- "la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles"
- "l'Alliance agricole belge"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België

op 16 oktober 2000 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

#### Artikel 1

Artikel 2, § 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36 van 27 november 1981 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers wordt vervangen door de volgende bepaling :

cao nr. 36 terdecies..



"§ 5. I. A. Voor zover het gaat om werkzaamheden die niet behoren tot de gewone bedrijvigheden van de onderneming die op tijdelijke arbeid beroep doet, wordt als uitzonderlijk werk beschouwd :

- 1° de werkzaamheden in verband met de voorbereiding, de werking en de voltooiing van jaarbeurzen, salons, congressen, studiedagen, seminaries, openbare manifestaties, stoeten, tentoonstellingen, recepties, marktstudies, enquêtes, verkiezingen, spéciale promoties, vertaling, verhuizingen;
- 2° het lossen van vrachtwagens, op voorwaarde dat de vakbondsafvaardiging van de onderneming die beroep doet op tijdelijke arbeid vooraf haar akkoord heeft betuigd;
- 3° secretariaatswerk voor zakenlui die tijdelijk in België verblijven;
- 4° werkzaamheden voor ambassades, consulaten en internationale organen, op voorwaarde dat de Belgische representatieve werknemersorganisaties vooraf toelating hebben verleend;
- 5° werkzaamheden met het oog op de kortstondige uitvoering van gespecialiseerde opdrachten die een bijzondere beroepsbekwaamheid vereisen;
- 6° werkzaamheden waarvoor een onderneming die op tijdelijke arbeid een beroep doet bij het instellen van nieuwe functies of in afwachting van een indienstneming geen werknemers op de arbeidsmarkt heeft kunnen vinden, na een beroep te hebben gedaan op de directeur van de subregionale tewerkstellingsdienst van de plaats waar de werkgever gevestigd is;
- 7° werkzaamheden bedoeld bij artikel 26 van de arbeidswet van 16 maart 1971;
- 8° de werken van inventarissen en balansen : de duur van de uitvoering van die werken is beperkt tot zeven dagen per kalenderjaar.

B. Deze werkzaamheden mogen een période van drie maanden niet overschrijden.

- C. In het geval bedoeld bij punt A, 5° verwwittigt de werkgever ten minste 24 uren vooraf de ambtenaar bedoeld bij het koninklijk besluit van 9 december 1987 tot aanwijzing van de ambtenaren belast met het toezicht op de uitvoering van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers en van de uitvoeringsbesluiten ervan en tot machtigingen bedoeld in deze wet.

De werkgever mag deze werkzaamheden niet door werknemers laten uitvoeren zonder vooraf beroep te hebben gedaan op de directeur van de subregionale tewerkstellingsdienst van de plaats waar de werkgever gevestigd is.

De werkgever bedoeld in het eerste en tweede lid van onderhavig punt C is de gebruiker in geval van een beroep op uitzendarbeid.

Daarenboven wordt het voorafgaand akkoord gevraagd van de vakbondsafvaardiging van het personeel van de werkgever of, bij ontstentenis daarvan, van de werknemersorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het paritair comité, waaronder de onderneming die op tijdelijke arbeid beroep doet resorteert. In geval van onenigheid binnen de vakbondsafvaardiging kan dit akkoord verleend worden door het bevoegd paritair comité.

- II. Onverminderd het bepaalde in punt I, zijn de hiernavolgende punten III tot en met VII enkel van toepassing wanneer het uitzonderlijk werk wordt verricht door uitzendkrachten.
- III. A. In afwijking van het bepaalde in punt I, B kan in het bij punt I, A, 6° bedoelde geval de termijn van drie maanden tot twaalf maanden worden verlengd mits, na drie maanden uitzendarbeid, het voorafgaand akkoord van de vakbondsafvaardiging van het personeel van de gebruiker wordt bekomen of, indien er geen vakbondsafvaardiging is, na het volgen van de in punt VII geregelde procédure van het Sociaal Fonds.

Indien een uitzendkracht wordt tewerkgesteld voor het instellen van een nieuwe functie, zal hij aanspraak kunnen maken op het loon dat van toepassing is op een vergelijkbare functie bij de gebruiker, zonder lagerte zijn dan het minimumloon dat bij de gebruiker moet worden nageleefd. Bij de functieanalyse moet worden rekening gehouden met de criteria die bij de gebruiker of, bij ontstentenis, in de sector van toepassing zijn.

- B. In afwijking van het bepaalde in punt I, C, vierde lid zijn de werkzaamheden bedoeld bij punt I, A, 5° toegelaten na het voorafgaand akkoord van de vakbondsafvaardiging van het personeel van de gebruiker of, indien er geen vakbondsafvaardiging is, na het volgen van de in punt VII geregelde procedure van het Sociaal Fonds.

In afwijking van het bepaalde in punt I, B bedraagt de duur van deze werkzaamheden 6 maanden en kan de duur verlengd worden zonder een totale duur van 12 maanden te overschrijden.

In geval van verlenging moet de procedure opnieuw worden gevolgd.

- IV. Volgende werkzaamheden worden eveneens als uitzonderlijk werk beschouwd voor zover zij door uitzendkrachten worden verricht binnen een naar inhoud, verlangde kwalificatie en duurtijd duidelijk afgelijnde opdracht :

- A. werkzaamheden in het kader van vormingsprojecten, waardoor uitzendkrachten zich gemakkelijker kunnen integreren in de arbeidsmarkt;
- B. werkzaamheden als uitzendkracht in begeleidingsprojecten waarbij het de bedoeling is om werknemers, die getroffen worden door een collectief ontslag, zoals bedoeld door het koninklijk besluit van 24 mei 1976 betreffende het collectief ontslag of een sluiting van de onderneming, zoals bedoeld door de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, via een uitzendbureau te helpen bij het vinden van een nieuwe arbeidsovereenkomst of dienstbetrekking.

- V. De in punt IV bedoelde werkzaamheden zijn toegelaten na het voorafgaandelijk akkoord tussen de gebruiker en de vakbondsafvaardiging van het personeel van zijn onderneming of, indien er geen vakbondsafvaardiging is, na het volgen van de in punt VII geregelde procedure van het Sociaal Fonds.

- VI. De maximale duur van de in punt IV bedoelde werkzaamheden bedraagt zes maanden.

De duur van de tewerkstelling kan met een tweede période van zes maanden worden verlengd mits naleving van de in punt V bedoelde procedure.

VII. Bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging bij de gebruiker kan de tewerkstelling van de uitzendkracht in de gevallen bedoeld bij de punten III, IV en V maar gebeuren voor zover de procédure wordt toegepast, die bepaald is in artikel 6, § 3 tot en met § 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 van 7 juli 1994 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 47 van 18 december 1990 betreffende de na te leven procédure en de duur van de tijdelijke arbeid, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 58 bis van 25 juni 1997."

## Artikel 2

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om uiterlijk negen maanden na de inwerkingtreding van onderhavige overeenkomst onderling over een eventuele herziening ervan te beraadsiagen op grond van een evaluatie waartoe het paritair comité voor de uitzendarbeid zal worden uitgenodigd.

Gedaan te Brussel, op zestien oktober tweeduizend.